



ABONNEMENTS

Un an : Six mois :
Suisse . . . 6 fr. 3 fr.
Autres pays . . . 8 » 4 » port en sus
On s'abonne à tous les bureaux de poste

ANNONCES

Provenant de la Suisse . . . 20 ct. la ligne
» de l'étranger . . . 25 »
Minimum d'une annonce 50 centimes
Les annonces se paient d'avance

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

Prix du numéro 10 centimes

Bureaux : Rue Neuve 38^a.

UNE FÊTE UTILE

Que de fois n'a-t-on pas eu l'occasion de dire, et avec beaucoup de raison, on a trop de fêtes en Suisse ! Fêtes de chant, fêtes de musique, fêtes de gymnastique, tirs, fêtes militaires et que sais-je encore ; et, dans toutes ces catégories, fêtes locales, régionales, cantonales et fédérales, se succédant et se multipliant à tel point que celui qui en voudrait voir le quart seulement, pourrait y consacrer tout son temps, dans la belle saison. Mais ce n'est pas de cela que nous voulons parler aujourd'hui ; toutes ces fêtes qui ont leur utilité incontestable et incontestée, mais que l'on répète beaucoup trop souvent, cèdent pour nous le pas à une fête beaucoup plus modeste, tout aussi intéressante et d'une utilité beaucoup plus élevée ; fête que les sociétés ouvrières du val de St-Imier ont organisée pour dimanche prochain, et sur laquelle on nous donne des détails qui intéresseront nos lecteurs.

Offrir à une population l'occasion de passer joyeusement et agréablement une belle journée d'été, c'est bien. Mais lui offrir en même temps l'occasion de manifester d'une façon effective et tangible ses sentiments de confraternité et de solidarité, c'est mieux encore.

Eh bien, c'est ce que les sociétés ouvrières de St-Imier, Villeret et Sonviller sont à la veille de réaliser ; et elles y ont mis tant d'entrain, de zèle et de dévouement que le succès, mais le succès complet doit être le couronnement naturel de leur utile initiative.

Ecoutez plutôt.

Il s'agit d'une fête champêtre. On a choisi pour l'emplacement de fête, le pâturage de Villeret, endroit charmant, d'un accès facile, vaste et tout près des bois.

Le programme est des plus attrayants : Jeux de toutes sortes, tir au flobert, tir à la fléchette, courses au sac pour ceux qui aiment à faire rire les autres et, par une délicate attention pour le beau sexe, auquel la course au sac est offerte... comme spectacle seulement, on dansera aux sons de l'excellente musique de St-Imier, l'Union instrumentale, qui, ainsi que les sociétés de chant de la localité, donnent leur précieux concours à cette réjouissance populaire. Et, pour que nul n'en ignore, les participants à la fête, sont cordialement invités à prendre place au grand cortège formé sur la place du marché d'où l'on partira à 1 heure.

Jusqu'ici, rien qui sorte du programme de beaucoup d'autres fêtes, allez-vous dire. Pa-

tience, nous allons aborder le côté sérieux de la question.

Et tout d'abord, le service sera fait par les membres du Comité d'organisation, transformés pour la circonstance, qui en grand échanton, qui en grand panetier... tous, avec la serviette blanche traditionnelle. On nous avait dit que l'attraction serait augmentée par la présence, à la cantine, de quelques jolis minois, distribuant avec un sourire et avec la grâce qui distingue le sexe aimable... mais il paraît que le sexe fort a voulu garder pour lui toute la peine ; c'est bien, sans doute, mais le pittoresque y perdra.

Donc, les sociétés ouvrières ont fait l'acquisition d'excellent vin rouge et blanc, qui sera vendu à 1 fr. la bouteille ; et de bière, mousse première qualité à 15 centimes la chope ; même il y aura, à l'usage des gourmets bien lestés d'écus, un casier spécial de fins vieux vins, récoltés avant l'invasion du phylloxera.

De ce qui précède, ami lecteur, vous pouvez déjà conclure deux choses : la première, que le programme de la fête est suffisamment attrayant pour que l'on soit assuré d'un succès splendide. La seconde, que les organisateurs de la fête, réaliseront un fort joli bénéfice.

A quoi sera utilisé ce bénéfice ?

A deux buts : à apporter quelque soulagement à la situation des familles ouvrières frappées par la maladie, la crise ou le chômage ; à procurer des objets utiles aux enfants pauvres des écoles.

N'avions-nous pas raison d'intituler cet article *Une fête utile* ? Et, en présence d'un but si éminemment philanthropique, n'est-il pas permis d'espérer que la population du valon témoignera sa vive sympathie pour la belle initiative des sociétés ouvrières ?

Oui, tous iront à cette fête de famille. Jeunes et vieux, patrons et ouvriers, tous unis dans une même pensée de fraternité et de solidarité !

Loi fédérale concernant le travail dans les fabriques.

II.

Nous avons, dans notre numéro du 8 courant, indiqué la situation des industriels horlogers, vis-à-vis de la loi fédérale sur les fabriques et rappelé les décisions prises par le Conseil fédéral, déterminant l'interprétation qu'il faut donner à l'article premier de la loi.

Après dix années d'une application au cours de laquelle les préventions et les résistances que la loi avait rencontrées à son début ont fait place à une appréciation plus juste des principes qui sont à sa base et des bienfaits qu'elle a produits, le moment semble être venu d'examiner la position faite aux deux catégories de patrons créées par suite de l'interprétation officielle donnée à l'article premier.

Une chose frappe tout d'abord ; c'est que ce chiffre de 25 ouvriers que doit occuper un établissement pour être soumis à la loi, et au dessous duquel la loi n'est plus applicable, a été choisi arbitrairement et sans qu'un motif de logique ou d'équité puisse être invoqué en sa faveur. On aurait tout aussi bien pu choisir l'un des chiffres 20 ou 30, ou tout autre au dessus de 0. Il faut donc admettre qu'un motif d'opportunité, de convenance ou de prudence a dicté, au Conseil fédéral, sa décision ; et, comme elle date de dix ans, il s'agit de voir si les circonstances d'alors n'ont pas été modifiées dans un sens qui permette d'abaisser, sans qu'il en résulte d'inconvénients pour les intéressés, le chiffre de 25 ouvriers primitivement mais non irrévocablement fixé.

Comme chacun le sait, l'idée même d'une loi réglementant les rapports entre employés et employeurs ne fut pas accueillie avec une faveur marquée par tous les chefs d'industrie ; et même aujourd'hui encore, quoique dix années d'application aient fait entrer la loi dans les habitudes et dans les mœurs, il se manifeste encore, par ci par là, certaines résistances, certains mauvais vouloir qui sont comme un écho affaibli des méfiances de la première heure et qui prouvent que le régime du bon plaisir trouverait encore chez nous quelques amateurs convaincus.

Appliquer la loi, dès le début, à tous les établissements industriels occupant un ou plusieurs ouvriers, ou simplement abaisser à cinq, par exemple, le nombre

d'ouvriers prévu, eût été courir au devant d'une opposition qu'il n'eût pas été possible de vaincre, et risquer de compromettre, pour de longues années peut-être, la réalisation d'un progrès incontestable.

Il fallait laisser au temps, le soin d'affaiblir les préventions que la loi avait suscitées dans la première période de son fonctionnement, avant de procéder, par voie d'extension, à l'augmentation du nombre d'intéressés soumis à ses dispositions; aussi le Conseil fédéral a-t-il fait preuve d'une prudence bien justifiée, en tenant compte des circonstances du moment, et en laissant au temps, le soin de préparer d'autres catégories d'industriels à la perspective d'être soumis à la loi.

Le moment est-il venu, aujourd'hui, de procéder à un nouvel examen et les conditions faites à nos industriels horlogers se prêtent-elles à une application plus complète et plus générale de la loi.

Telle est la question que le comité de l'Union suisse des fabriques de montres s'est posée dans sa séance du 10 juin écoulé et qu'il a résolue dans un sens affirmatif.

Cette décision est basée sur le texte même de l'article 1^{er} de la loi, qui, comme nous l'avons vu dans un précédent article, est conçu dans des termes suffisamment larges pour permettre que la loi ne soit plus considérée comme une loi d'exception, mais bien comme une loi de droit commun applicable — dans la branche horlogère — à tous ceux qui utilisent le travail de tiers dans leurs comptoirs ou ateliers. Elle est basée aussi sur le fait que la pratique administrative des dernières années, a insensiblement dévié des règles posées par la commission d'experts du département fédéral des chemins de fer et du commerce.

Le Comité de l'Union suisse des fabriques de montres a tenu d'ailleurs, à connaître l'opinion des inspecteurs de fabrique des districts horlogers, bien placés pour donner un avis utile et bien motivé sur cette importante question. On sait que MM. Nusperli et Etienne se sont prononcés en faveur de la décision de l'Union des fabriques et ont promis leur appui effectif à l'initiative qu'elle va prendre en vue de faire décider, en ce qui concerne l'industrie horlogère : *que la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques est de droit commun et applicable à tous les comptoirs et ateliers qui occupent un ou plusieurs étrangers à la famille.*

Nous examinerons, dans un prochain numéro, les conséquences qui résulteraient, pour les intéressés horlogers, patrons et ouvriers, d'une application générale et uniforme de la loi.

Statistique des salaires.

Un trait caractéristique de notre époque est la place importante que les questions touchant au bien-être général ont prises dans

les préoccupations publiques. Et ce phénomène, assurément aussi heureux qu'intéressant, ne se rencontre pas exclusivement dans les pays où les institutions démocratiques ont acquis le plus grand développement; chez les nations qu'on se plaît à considérer comme les plus fortement acquises au principe monarchique, on y constate cette tendance.

C'est ainsi que l'Allemagne, pour ne citer que l'exemple le plus frappant, consacre une attention jalouse à la question sociale et cherche, par les moyens qui lui paraissent les mieux appropriés, à la résoudre pacifiquement.

Assurance contre la maladie et contre les accidents, assurance sur la vie, assurance contre l'incapacité de travail ou l'invalidité industrielle, assurance en faveur de la vieillesse, toutes ces diverses formes de l'assurance ont fait l'objet des débats des corps législatifs allemands et quelques-unes d'entre elles sont depuis plusieurs années déjà, entrées dans le domaine des faits. Récemment encore, la Fédération avait l'occasion de le rappeler.

Si la bonne volonté des cercles officiels est frappante à cet égard, la méfiance, le mauvais vouloir même des intéressés ne sont pas moins surprenants. Nous ne relèverons pas ce qui, dans cet ordre d'idées, se passe en Allemagne, la bienveillance gouvernementale y étant, à tort ou à raison, suspectée de receler des visées politiques. Mais pourquoi dans notre pays, où tout émane du peuple, les préjugés tout semblables paraissent-ils devoir, sans qu'on en puisse saisir le motif, compromettre ou tout au moins entraver les travaux faits en vue d'améliorer la situation matérielle des classes laborieuses? C'est ce qu'on se demande en vain!

On se rappelle que, lors des discussions relatives à l'adoption de la loi étendant l'application de la responsabilité civile, la question de l'assurance générale et obligatoire fut posée devant les conseils suisses et cela d'une manière sérieuse. La mise en pratique d'un principe dont les conséquences sont aussi graves exigeant des études préliminaires, il fut décidé qu'avant tout, on procéderait à un recensement du peuple suisse, sur des bases plus étendues que lors des opérations antérieures semblables. L'époque ordinaire du dénombrement décennal tombant sur 1890, on en avança la date, afin de hâter les travaux. Or, bien que ce recensement doive cette fois porter sur des points jusqu'ici laissés de côté, notamment sur la position des individus dans leur cercle de travail, il parut que d'autres relevés statistiques s'imposaient avec une non moins grande évidence. Comment en effet déterminer la part de primes à payer par une personne, sans connaître la moyenne des gains professionnels, et comment fixer le montant des secours à lui servir dans l'ignorance des ressources probables de l'institution à créer et des chances d'accidents.

Il fallut donc organiser une statistique spéciale des accidents qui surviennent dans le travail. C'est à quoi s'employa, en décembre 1887, l'administration fédérale.

Restait la question des salaires; sur l'initiative du secrétaire des ouvriers cette question fut soumise, en mai 1888, par le département fédéral de l'industrie, à une commission préconsultative, qui, ne se dissimulant pas les difficultés contre lesquelles l'entreprise risquait de se heurter, repoussa l'idée d'une statistique embrassant toute la Suisse, mais reconnut l'utilité de faire un essai. Le district de Winterthour, centre industriel important, habité par une population ouvrière très éclairée se recommandait spécialement comme champ d'essai, on l'adopta.

L'entreprise confiée au secrétaire des ouvriers, c'est-à-dire à une personne très compétente et jouissant de la confiance des intéressés, présentait les meilleures chances de succès et cependant... Sur 10,000 questionnaires distribués, 2600 seulement, dit-on, sont rentrés. Or, circonstance caractéristique, tandis que les ouvriers négligeaient ou refusaient dans leur grande majorité de répondre aux questions qui leur étaient posées et cela, il faut le répéter, dans leur propre intérêt, les patrons, assure-t-on ne firent pas de difficultés pour donner les renseignements qui leur étaient demandés.

Il importe énormément de rendre les ouvriers attentifs aux conséquences fâcheuses d'une pareille attitude, leurs intérêts bien entendus pouvant en souffrir beaucoup. Comment en effet sans renseignement de leur part contrôler les informations patronales? Que les ouvriers se persuadent bien qu'ils n'ont pas à redouter la vérité et que la sincérité dans leurs déclarations ne peut que fortifier leur position.

On n'en aura du reste pas fini de longtemps avec les relevés statistiques. Déjà on annonce que le canton de Berne va profiter du recensement fédéral pour tenter de dresser une statistique industrielle dont depuis longtemps on éprouve un sérieux besoin.

Il ne faut pas se le dissimuler, à notre époque d'études approfondies et de calculs exacts, on ne peut plus se lancer dans les graves entreprises que le développement constant de la société humaine accumule sur notre route, sans s'éclairer préalablement des lumières qui résident dans l'observation des faits. Méconnaître cette nécessité et s'opposer aux relevés statistiques ou y rester indifférents serait de la part des ouvriers une grave faute, puisque c'est essentiellement en vue de leurs intérêts qu'on déploie toute cette activité statistique. Nous tenions à appeler l'attention des intéressés à cet égard, afin que plus tard on ne puisse arguer de leur mauvais vouloir envers les enquêtes statistiques pour chercher à faire échouer les institutions humanitaires projetées. G.

NOUVELLES DIVERSES

Postes. — On peut désormais aussi expédier, par la voie de Brème et l'intermédiaire des paquebots allemands, des colis postaux sans valeur déclarée ni remboursement, jusqu'au poids de 5 kg, à destination de la Nouvelle Galles du Sud. La taxe de transport à percevoir lors de la consignation est de 9 fr. Les colis doivent être accompagnés de deux déclarations en douane et ne doivent avoir aucune dimension supérieure à 60 cm.

A partir du 1^{er} août courant, les colis postaux, remplissant les conditions requises pour ceux à destination des ports de mer de Batavia, Padang, Samarang et Soerabaya, à destination des stations de chemin de fer de l'Inde néerlandaise, peuvent être expédiés affranchis jusqu'à destination, contre paiement des taxes suivantes : pour les colis jusqu'à 1 kg 3 fr. 30; pour les colis de 1 jusqu'à 3 kg 4 fr. 30; pour les colis de 3 jusqu'à 5 kg 5 fr. 50. Pour les autres localités de l'Inde néerlandaise les taxes doivent, comme actuellement, être payées par l'expéditeur jusqu'à un des ports de mer ci-dessus désignés, tandis que, même dans ce cas, les frais de transport sur le territoire indo-néerlandais sont à la charge du destinataire.

La société de navigation à vapeur le Lloyd d'Autriche-Hongrie se charge aussi du transport de colis postaux pour l'intérieur de la Grèce et dirige ces envois sur le port pourvu d'une de ses agences le plus rapproché de la

destination, où le destinataire doit les faire retirer ensuite d'avis. Le Lloyd perçoit du destinataire un droit de 25 ct. par colis pour se couvrir de la taxe d'affranchissement de l'avis.

— A partir du 1^{er} août 1888, la taxe à la valeur pour les lettres et colis postaux avec valeur déclarée consignés en Suisse à destination de l'étranger sera réduite de telle manière que pour les pays non limitrophes cette taxe ne consistera plus dans un minimum général de 25 ct. (35 ct. pour les pays d'outre-mer), mais sera égale à la taxe à bonifier à l'administration étrangère effectuant la transmission, plus 5 ct. par 200 fr. de valeur déclarée.

Agence commerciale de l'Etat serbe.

En vue de faciliter et de développer le commerce d'exportation de la Serbie, le ministère du commerce serbe vient d'instituer à Belgrade une agence commerciale chargée d'amener un rapprochement entre les consommateurs étrangers et les producteurs serbes. Cette agence, par ses rapports avec les agences commerciales des autres pays et avec les consuls serbes à l'étranger, devra être en mesure d'indiquer au producteur serbe le pays ou la ville de l'étranger où il pourra vendre ses produits; cette agence devra, de même, pouvoir indiquer au consommateur étranger la localité où il pourra

se procurer le produit serbe qu'il désire. Sur la demande du consommateur étranger qui voudrait faire des achats en gros, l'agence fournira gratis les informations les plus précises au sujet des prix de vente, des frais de transport par chemin de fer ou par bateau à vapeur, des droits d'exportation et d'autres frais accessoires. L'agence s'occupera également d'obtenir des chemins de fer serbes et étrangers des réductions sur le prix de transport des marchandises en gros. Tout consommateur étranger venant acheter des produits serbes pourra, en s'adressant à l'agence, avoir toutes les indications nécessaires sur la manière de rédiger le contrat conformément aux lois du pays.

Le Grutli et les grèves. — Les diverses sections de la Société du Grutli, ont rejeté, par 3881 non contre 1608 oui, une proposition tendant à rendre obligatoire les contributions à la caisse générale de réserve des ouvriers — Caisse de réserve suisse — ayant pour but de soutenir les grèves.

La Société suisse des typographes avait rejeté, il y a quelques mois, une proposition semblable.

Il est à espérer que ces deux votations éclaireront les quelques sections ouvrières de la Fédération horlogère suisse qui ont manifesté le désir de faire plus ample connaissance avec la Caisse de réserve suisse.

Certificats d'origine pour la France.

Une certaine confusion paraissant régner dans les cercles intéressés à l'égard de la formalité des certificats d'origine, qui, à l'entrée en France, doivent accompagner quelques catégories de produits, nous croyons devoir publier les informations suivantes puisées auprès des autorités compétentes françaises. Les seules marchandises soumises à l'obligation du certificat d'origine demeurent celles énumérées dans la circulaire du 5 mars 1888 de l'administration des douanes françaises, circulaire déjà publiée dans la *F. o. s. du c.* du 14 mars 1888, page 274. Voici d'ailleurs la liste complète des dites marchandises : vins, soies (en cocons, grèges et moulignées), bestiaux, huile d'olive, fruits de table, émail et vitrification de toute sorte, gibier et volailles vivants ou morts, viandes fraîches ou salées, beurre, chapeaux de paille, huiles volatiles ou essences.

C'est par erreur que la bourse de soie avait été primitivement comprise dans cette liste dont, dès lors, elle a été retranchée.

Le manque de place nous oblige à renvoyer au prochain numéro une correspondance de la Chaux-de-Fonds rendant compte d'une assemblée ouvrière, et le compte rendu de l'assemblée générale des fabricants des Breuleux. Concernant cette assemblée, nous nous bornerons, aujourd'hui, à dire qu'elle a complètement réussi.

SERVICE HYDROGRAPHIQUE DE LA MARINE FRANÇAISE

Concours des chronomètres du 2 janvier au 31 mai 1888 (1)

A Ecart maximum des marches à la température ambiante. Limite 2^s5.

B Id. successives. Limite 1^s.

C Id. au chaud (30° environ). Limite 2^s5.

F Id. au froid (0° environ). Id. 3^s5.

I Id. aux petites amplitudes. Id. 3^s0.

E Id. aux positions sur XII et VI, ou sur III et IX. Limite 6^s0.

N Nombre de classement [égal à A, plus B, plus 1/2 I, plus le plus grand de C ou de 1/2 F] (2).

Constructeurs	N ^{os} des Chronomètres	A	B	C ou 1/2 F	1/2 I	E	N	Détails de construction
Classés								
Delépine	1505	0,42	0,30	0,33	0,94	2,40	1,99	Bal. circ., spiral palladium
Delépine	1468	0,67	0,40	0,97	0,49	5,10	2,53	Id. id. id.
Leroy	695	0,66	0,46	1,21	0,23	4,03	2,56	Id. id. id.
Leroy	669	0,97	0,78	0,80	0,88	5,97	2,93(3)	Id. id. id.
Leroy	684	1,00	0,45	0,82	0,78	1,43	3,05	Id. id. id.
Leroy	654	0,95	0,47	1,43	0,72	2,07	3,07(3)	Id. id. id.
Delépine	1508	0,68	0,29	1,47	0,65	5,37	3,09	Id. id. id.
Leroy	663	1,01	0,40	1,58	0,20	2,27	3,19	Id. id. id.
Leroy	681	1,07	0,46	1,47	0,24	4,37	3,24	Id. id. id.
L. roy & fils	146	1,06	0,38	1,12	0,93	1,90	3,49	Id. id. id.
Leroy	664	0,99	0,47	1,26	1,04	1,33	3,76	Id. id. id.
Leroy	706	1,13	0,33	1,57	1,06	1,96	4,09	Id. id. id.
Leroy	680	0,96	0,42	1,57	1,20	1,63	4,15	Id. id. id.
Leroy	645	1,51	0,34	2,00	0,86	4,90	4,71	Id. id. id.
Thomas	2	1,87	0,67	2,02	0,54	4,73	4,85(4)	Id. id. acier
Leroy	688	1,30	0,47	1,95	1,18	2,05	4,90	Id. id. palladium
Leroy	658	1,92	0,42	2,10	1,13	1,67	5,57	Id. id. id.
Non classés								
Leroy	692	2,63	0,46	0,90	0,71	3,74	4,70	Bal. circ., spiral palladium
Leroy	659	1,72	1,10	1,11	1,40	4,03	4,83(3)	Id. id. id.
Leroy	682	2,65	1,66	0,82	1,10	5,53	5,73(3)	Id. id. id.
Rousseau-Lecocq	5	2,86	0,64	1,46	0,87	2,65	5,83	Id. id. id.
Callier	575	2,38	0,78	2,29	1,49	2,23	6,94	Id. id. acier

(1) Nombre des chronomètres présentés : 43. Classés, 17; non classés, 9, dont 4 retirés ou avec résultats incomplets; renvoyés avant la fin du concours, 17. Le service hydrographique a demandé au Ministère l'acquisition des six premiers chronomètres.

(2) Voir le règlement des concours dans le *Journal suisse d'Horlogerie*, XI^{me} année, page 143.

(3) Déduction faite d'une bonification de 0,50 résultant du précédent concours (art. 17 du règlement).

(4) Id. Id. 0,25 Id. (Id.).

AVIS

Un jeune homme, ayant des connaissances sérieuses en horlogerie, serait disposé d'entrer dans un **comptoir** ou **fabrique**, comme employé, lequel se chargerait de travaux spéciaux, pouvant se breveter, pour l'**Exposition de Paris en 1889**.

Offres, sous L. A. au bureau.

La fabrique de Montilier

424] demande un bon [H.3799.J]

ACHEVEUR

d'échappements cylindre et ancre.

ON DEMANDE un bon

Visiteur-Remonteur

connaissant à fond sa partie et capable de diriger un grand atelier de remontage. Inutile de se présenter sans preuves sérieuses de capacité et bonne conduite. [H.3798.J]

S'adresser à l'agence Haasenstein & Vogler, **Saint-Jmmer**, sous H. 3798. J. 423

ON CHERCHE A ACHETER

d'occasion, un **coffre fort**.

S'adresser au bureau. 422

MONTRES SOIGNÉES

POUR DAMES

LA COLOMBE 302

DIPLOME  MÉDAILLE
Zurich 1883 Anvers 1885

Mouvements cylindre de 8 à 13 lignes

et ancrés de 10 à 13 lignes

avec

BOITES VARIÉES ET FANTAISIE

H^R THALMANN

Téléphone **BIENNE** Rue Neuve 64b

ÉCOLE D'HORLOGERIE ET DE MÉCANIQUE de Bienne.

Apprentissage d'horlogerie complet: 3 ans. Apprentissage d'horlogerie pour spécialités: 12 à 18 mois. Apprentissage mécanicien: 3 ans; les élèves apprennent à faire les outils pour fabrication mécanique, système perfectionné. Cours théoriques dans les deux langues. Nouvelles méthodes d'enseignement donnant d'excellents résultats. Entrée à toute époque. S'inscrire auprès du Directeur.

LA COMMISSION.

MAISON FONDÉE EN 1846

FABRIQUE DE RESSORTS DE MONTRES

en tous genres et pour tous pays

Spécialité de ressorts avec brides

et genres américains

ALFRED SCHWAB

Successeur de Albert Perret

Rue Léopold-Robert 18b

CHAUX - DE - FONDS

Prompte livraison  TÉLÉPHONE  Prompte livraison

HOTEL DE BIENNE

(BIELERHOF)

vis-à-vis de la gare

Établissement recommandable à MM. les voyageurs de commerce, touristes ainsi qu'aux Sociétés.

Bonne cuisine — Vins naturels — Chambres à différents prix — Grandes salles — Bains et douches à l'hôtel — Table d'hôte à midi 10 minutes — Plats du jour — Restauration à la carte à toute heure — Exposition permanente de montres. Tous les mardis, marché d'horlogerie.

Se recommande

C. RIESEN-RITTER, propriétaire.

SOCIÉTÉ ANONYME

des

396

Usines et Aciéries de Sandvik

(SANDVIKENS JERNVERKS AKTIE BOLAG)

Laminage à chaud
et à froid
de bandes d'acier

Tréfilerie

Représentée par **L.-E. COURVOISIER**

DROGUERIE, MÉTALLURGIE

Ancienne Gare, 7

BIENNE

Ancienne Gare, 7

Spécialité
pour découpage de
pièces
d'horlogerie,
boîtes d'acier

FABRICATION D'HORLOGERIE

J. RUFENER

26, Rue du Parc, 26

CHAUX-DE-FONDS

Spécialité petites montres
347 de 7 à 10 lignes

MOTEURS A GAZ

ET AU PÉTROLE

Dépense 20 c. par heure et p. cheval

Demandez tarif à

J.-E. BOETTCHER

3/9 Ingénieur à Genève

MALADIES DE POITRINE

Phthisie pulmonaire, bronchites, catarrhes chroniques, asthme, affections du larynx et de la gorge. Maladies du cœur. Cancer. Clinique spéciale, unique en Europe. Guérison sûre, même dans les cas les plus sérieux, par un traitement nouveau, véritablement spécifique, reconnu supérieur à tous les autres, dont milliers de guérisons et six années d'expériences comparatives dans les hôpitaux de France, de Russie, d'Angleterre, d'Autriche, etc., etc., ont prouvé jusqu'à l'évidence toute la puissance et la haute valeur curative.

Méthode particulière de MM. les professeurs Ferruaz, Saunderson, Williams, Dujardin, Beaumont. Consultations par correspondance et instructions en français. Ecrire franco avec timbre pour la réponse à M. le professeur

G.-U. FERRUAZ,

Dr-méd. à Zurich.

Fabrique de Spiraux

BÄHNI & Cie

BIENNE

Dès ce jour, nous fabriquons

le Spiral incomparable

anti-magnétique, ne se rouillant pas. (Marque déposée).

Ce spiral a donné de meilleurs résultats que celui en palladium ou autres alliages.

Il est aussi léger et aussi élastique que les meilleurs spiraux en acier trempé. Son prix est celui des spiraux trempés, selon tarif connu.